



Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Les représentants du SE-Unsa de métropole et d'outre-mer, ont mis en commun leurs constats et analyses de l'impact de la crise sanitaire dans leurs territoires. Ils appellent le gouvernement et les parlementaires à abonder les moyens de la rentrée 2021 pour répondre aux défis pédagogiques et éducatifs d'une rentrée extraordinaire.

En effet, cette rentrée se fera après 18 mois de crise sanitaire, où ont alterné, sur des rythmes très différents selon les territoires, périodes d'enseignement à distance, périodes d'enseignement hybride, et périodes en « présentiel ». Pour tous, de la maternelle au lycée, les situations d'enseignement ont été contraintes par les mesures sanitaires : limitation des interactions, non-brassage des groupes, périodes de suspension de l'inclusion des élèves en situation de handicap, port du masque à partir de 6 ans, accès fermé à certaines infrastructures pour l'EPS, abandon de projets avec sorties, réduction des périodes de stage ou formation en milieu professionnel...

Toutes ces contraintes ont bien sûr des conséquences sur la scolarité de nos enfants et de nos jeunes, sur leurs acquis et sur leurs parcours scolaires. S'y ajoutent celles partagées par toute la société, conséquences économiques et conséquences psychologiques. Les défis pédagogiques et éducatifs à relever par des personnels fortement éprouvés sont considérables.

Le SE-Unsa avait déjà dénoncé le budget 2021 adopté en décembre dernier. Il dénonce toujours la suppression de 1887 postes d'enseignants, notamment dans le 2^d degré. Ce n'est pas leur compensation par des heures supplémentaires, ni le recours à la mise en responsabilité directe d'étudiants en alternance dans le 1^{er} comme dans le 2^d degré qui peuvent résoudre l'insuffisance des moyens. De plus, le déficit des postes de psychologues de l'Éducation nationale, de CPE, d'AED, d'AESH et APSH, et la diminution de places aux concours de recrutement contribuent à dégrader la qualité de l'encadrement et de l'accompagnement éducatif et pédagogique.

Pour réussir à dépasser les conséquences de la crise sanitaire et garantir un Service public d'éducation de qualité, le SE-Unsa demande que les moyens alloués à l'École soient abondés significativement. Il est encore temps !

En ce qui concerne le second degré, l'Unsa Education se réjouit des mesures prises pour les collèges de Saint Hippolyte du Fort et de Salindres, établissements que nous avons défendus au CTSD du 4 février. Nous vous remercions de l'attention portée aux variations d'effectifs dans ces deux établissements. Toutefois, trop d'établissements ne bénéficient pas de mesures d'ajustement en positif, alors que leur situation les place en limite des effets de seuil, voire au-delà. C'est le cas notamment d'Aigues Mortes, dont la récente montée des effectifs de 3^{ème} à 154 élèves, après les réponses aux demandes de prépa-métiers et des redoublements, fait monter la moyenne à 30.8 élèves. Nous vous demandons une vigilance particulière pour ce collège, bien malmené depuis des années, en ouvrant une division supplémentaire en 3^{ème} ou en abondant significativement en heures poste afin de dédoubler ce niveau. Nous reparlerons aussi de Génolhac, de Bouillargues et de St Gilles qui méritent une attention particulière.

Nous remarquons aussi que la réserve d'heures sera abondée en HSA (21 H) après les mesures d'ajustement, nous incitant à croire que d'autres ajustements sont possibles d'ici la rentrée, et ce d'autant plus que tout n'a pas été consommé dans la réserve d'heures totale. Il est dommage d'attendre septembre car on laisse les équipes dans l'incertitude, et qu'il faudra revoir encore les répartitions entre équipes et les emplois du temps, alors que tout le monde sort épuisés d'une année de changements continuels et d'adaptation dans l'urgence.

En ce qui concerne le premier degré, nous voulons dénoncer la gestion des ressources humaines à flux tendus. Nous faisons un métier éprouvant et certains enseignants tiennent grâce à un équilibre fragile entre leur vie personnelle et leur vie professionnelle. Nous sommes inquiets devant le nombre d'arrêts de maladie pas seulement pour les cas positifs et les cas contacts mais aussi parce que les personnels sont épuisés après 18 mois de crise sanitaire.

Nous défendons ici régulièrement que l'Education nationale compte autant de personnels dévoués derrière les bureaux de l'administration, à la DSDEN comme dans les circonscriptions, mais une heure de bureau ne vaudra jamais une heure de classe. Face aux élèves, nous ressentons une grosse fatigue et c'est une bien mauvaise idée que d'inciter un si grand nombre de professeurs d'école à temps partiel sur autorisation de revenir à temps plein.

Il n'y a pas si longtemps, nous avions autant de professeurs des écoles que de postes face aux élèves et même davantage puisque nous avions des surnombres à chaque rentrée qui fondaient au fil du premier trimestre. Depuis plusieurs années, nous manquons de personnels pour occuper les postes ce qui vous conduit à mobiliser des remplaçants dès le début de l'année ou à recruter des contractuels dont on sait la difficulté de mise en œuvre. Nous vous demandons de renoncer dès maintenant à cette opération. Enfin, nous regrettons, à ce stade de l'année, des fermetures. Mais nous y reviendrons en détail.

Merci de votre attention.